

Questions orales

L'hon. Walter Baker (président du Conseil privé et ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas au courant de l'usage dont parle le député. Mais comme il en a fait la déclaration en Chambre aujourd'hui, je vais me renseigner pour son compte.

* * *

[Français]

L'INDUSTRIE

ON DEMANDE SI DES INSTANCES ONT ÉTÉ FAITES PAR L'INDUSTRIE DU POULET

M. Marcel Ostiguy (Saint-Hyacinthe): Monsieur le président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce, mais en son absence je la poserai à celui de l'Agriculture. Est-ce que le ministre a reçu des instances des représentants de l'industrie du poulet de l'Ontario et du Québec exprimant une réaction au document numéro 126, document d'information aux importateurs daté du 19 octobre 1979? Et dans l'affirmative, pourquoi le gouvernement insiste-t-il toujours pour donner des permis d'importation supplémentaire à la société Maple Lodge, alors que la viande de poulet s'accumule chaque jour dans les entrepôts du Québec et de l'Ontario, où le poulet frais doit être congelé ou vendu sous une autre forme?

[Traduction]

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, le député doit reconnaître que dans le cadre de la réglementation et de la législation relatives aux permis d'importation et d'exportation, il est obligatoire de délivrer une licence d'importation quand l'article ne se trouve pas sur le marché canadien.

En ce qui concerne le transformateur dont le député a parlé, il est vrai qu'il y a quelques jours le ministère de l'Industrie et du Commerce a reçu une demande de permis pour l'importation d'environ 1.2 million de livres de poulet de grill et environ 500,000 livres de poulet à rôtir. Il faut féliciter mon collègue le ministre de l'Industrie et du Commerce, qui a refusé de délivrer ce permis sans d'abord demander à l'Office national d'approvisionnement le transformateur en produits canadiens.

L'Office a pu se procurer environ la moitié des poulets à griller et à rôtir nécessaires. Il faut donc comprendre qu'aucun effort n'a été épargné. Nous sommes même allés jusqu'au Nouveau-Brunswick pour trouver de la volaille.

Une voix: Pourquoi donc?

M. Wise: Donc, nous avons pris . . .

Des voix: Règlement.

[M. Flis.]

[Français]

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT A DISCUTÉ DES QUOTAS D'IMPORTATION DE POULET AVEC LES REPRÉSENTANTS DE L'INDUSTRIE AVICOLE

M. Marcel Ostiguy (Saint-Hyacinthe): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire au ministre de l'Agriculture. Est-ce que le gouvernement a discuté des rouages des quotas d'importation de poulet avec les représentants de l'industrie avicole, et si je pose la question, monsieur le président, c'est que l'industrie avicole a été avertie du fait que, dans leurs instances faites avec les fonctionnaires sur les quotas d'importation de base, le gouvernement avait déjà dicté une ligne de conduite, et l'industrie avicole n'avait nullement été consultée.

[Traduction]

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, c'est inexact, parce que je consulte presque quotidiennement l'industrie et également certains de ses représentants. Le député aura beau faire non de la tête, je sais bien qui j'ai rencontré. Je les ai rencontrés très fréquemment et à intervalle régulier. Et même je rencontre un groupe demain matin.

* * *

L'ÉNERGIE

L'INCIDENCE DU PRIX PÉTROLIER SUR L'INDUSTRIE TOURISTIQUE

M. Gary F. McCauley (Moncton): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. D'une part, le gouvernement a l'intention d'augmenter fortement le prix du pétrole. D'autre part, le tourisme joue un rôle essentiel dans l'économie de notre pays. Il rapporte 11 milliards de dollars par an, c'est-à-dire 5 p. 100 de notre produit national brut, et il emploie plus d'un million de personnes. Compte tenu de ces faits, le gouvernement a-t-il étudié les conséquences que l'augmentation du prix du pétrole aurait sur le tourisme?

L'hon. Ray Hnatyshyn (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je pense que le député comprendra que si nous ne prenons pas de nouvelles mesures pour devenir auto-suffisants sur le plan énergétique, nous n'aurons pas assez de ressources pour assurer la viabilité de l'industrie touristique. D'autre part, l'essence coûte nettement moins cher au Canada qu'aux États-Unis. Nous avons l'intention de conserver un certain avantage par rapport aux États-Unis, comme nous l'avons signalé à la Chambre à maintes reprises.

M. McCauley: Monsieur l'Orateur, je ne pense pas que la réponse du ministre satisfera le secteur touristique de notre pays. Je voudrais qu'il nous dise précisément quelles mesures le gouvernement entend prendre en faveur de ce secteur pour atténuer les conséquences du coût élevé de l'énergie?